

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1925)

Heft: 218

Rubrik: Un mot chez nous

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

UN MOT DE CHEZ NOUS.

La Société des Nations a donc fermé ses portes après avoir accompli un travail que certains jugeront d'une grande utilité et que d'autres estimeront sans valeur aucune. Je ne veux pas prendre partie en cette matière, mais je puis vous dire qu'au moment de dresser bilan de l'œuvre accomplie le sympathique président a versé encore tout un flot d'éloquence mais bien peu de solides réalités. Il est vrai qu'il a peint dans sa péroraison un tableau délicieux du moment où tous les peuples enfin unis dans une même pensée se rapprocheront dans un même sentiment pacifique, mais personne n'a été dupe de si belles paroles. Le lendemain le temps s'est mis ses plus beaux atours pour montrer le plaisir intense que ressentait bien des gens à Genève après le départ des délégués...

Et cette session qui n'avait été que fleurs et embrassades a soudain pris — ô ironie du sort! — une allure dramatique lundi matin durant la dernière séance du Conseil.

On traitait d'une question fort complexe — la question de la Convention relative au Territoire de Memel — et l'on avait appelé à la table du Conseil l'honorable Monsieur Galvanaukas, Représentant de la Lituanie, lorsque ce dernier n'estimant pas à sa juste valeur les appréciations du docte Conseil sur une question qui touchait à son pays et à son gouvernement (peut être d'un peu trop près!) s'emporta, éleva la voix, frappa du poing à répétition sur la table, s'exprima en un langage dont les honorables ministres plénipotentiaires n'avaient pas l'habitude et poussant les choses à l'extrême mit bruyamment et brutalement une porte entre ces Messieurs et lui. Exprimer la stupéfaction et l'indignation que l'on voyait sur tous les visages est une chose indescriptible mais parfaitement comique. C'était la violation du Temple Sacré, les voiles et les rites profanés et la consternation dans tous les esprits.

Evidemment cet honorable Représentant est allé un peu loin, mais il a fait œuvre utile et la douche dont il a aspergé ces vénérables et sacro-saints Conseillers était peut-être intempestive mais d'une saveur toute nouvelle et toute particulière. Un petit frisson a passé dans l'assistance et un Américain qui se trouvait à mes côtés et auquel on avait prêté une séance pleine d'ennuis a trouvé cela très "exciting". Il remporte avec lui un Souvenir dont le potentiel nerveux doit être comparable à celui qui ressentit lorsque Dempsey envoya Carpentier dans un pays de rêves; pour lui les deux images doivent se superposer.

Ainsi pour une fois les amateurs de scandales et d'émotions fortes enportent de Genève autre chose que le Souvenir de quelques semaines d'un morose ennui...

Pendant ce temps les pauvres Suisses que nous sommes doivent pour leur petit déjeuner se contenter de beurre importé des pays du Nord, du Danemark et de la Suède. Oui! que voulez-vous nous n'avons plus de beurre en Suisse! Et ne riez pas d'une telle déclaration, car elle est la vérité même. Les hauts Potentats, Barons du Fromage et autres, qui dans les coulisses président aux destinées de notre patrie ont trouvé beaucoup plus fructueux et plus conforme aux intérêts de leurs porte-monnaies de fabriquer exclusivement pour l'exportation. Ainsi "nos" vaches, "notre" bétail ne produisent pas moins comme vous auriez pu, peut être candide, le supposer, mais les produits de ces admirables bêtes s'en vont tout entier hors de nos frontières au service de l'étranger avide et pour le plus grand profit de ces Messieurs! Le lait devient beurre et le beurre fromage et sous cette forme il prend les chemins les plus lointains sans que nous ayons pu même y goûter. Pendant ce temps il ne nous reste plus qu'à avoir recours à la production étrangère et à chercher par elle à remplacer ce que l'on nous a soustrait.

Et que croyez-vous que le Gouvernement fasse en une telle histoire? Intervient-il pour protéger le consommateur Suisse et veiller à ce que son bien lui soit assuré avant que d'autres puissent en user? Prend-il contre certains producteurs-exportateurs des mesures rigoureuses et immédiates? Enfin protège-t-il l'intérêt des Suisses sans vouloir faire entrer en ligne de compte les bénéfices de "certains" Suisses au détriment de la collectivité? Non! messieurs, il prend simplement des mesures permettant l'exportation de ces produits dans les meilleures conditions, et assurant à ce commerce une aide que ces Messieurs eux-mêmes n'auraient pas publiquement osé demander!

Mais ne nous plaignons pas trop puisque si nous manquons de nos propres produits, vous autres, Suisses expatriés, pouvez en toute certitude manger du "véritable Emmenthal et du réel Gruyère" et vous délectant de leur goût, vous oublierez peut être que la Patrie est lointaine et que le "Heimweh" vous guette et vous retrouverez ainsi joie et... savor à l'existence! C'est peut être pour vous que, dans sa prévoyance extrême, notre paternel "Conseil" aura songé en facilitant le départ, l'exode de nos roulants fromages!

"UN SUISSE QUELCONQUE."

EIDGENÖSSISCHE GLOSSEN.

Schutz der Regierung.

Unser Referendum in der einen und der andern Form ist sicherlich eine schöne Einrichtung. Ohne Schattenseiten ist es natürlich auch nicht. Der Kanton Zürich hat in den letzten Jahren die Erfahrung gemacht, dass mehr als ein gutes Gesetz vom Volke verworfen worden ist. Der Kanton St. Gallen ist am vorletzten Sonntag um eine ähnliche Erfahrung reicher geworden. Man fragt sich wieder einmal: Gibt es keine Möglichkeit, um die gesetzgebende Behörde gewissermassen gegen das Volk zu schützen? Denn das Volk ist gegen eine Willkür der kantonalen Parlamentes genügend geschützt. Es kann jederzeit verwerfen, was der Kantonsrat beschlossenen hat. Der Kantonsrat aber — was hat er für ein Mittel, um sich gegen eine Sabotierung seiner Arbeit zur Wehr zu setzen? Es ist selbstverständlich, dass das Volk im allgemeinen keine Neigung hat, Opfer auf sich zu nehmen. Es darf also angenommen werden, dass alle neuen Gesetze, die ihrer Natur nach dem Volke ein Opfer zumuten, mit der Wahrscheinlichkeit rechnen müssen, verworfen zu werden, solange es sich nicht um Automobil- und Hundesteuern handelt. Wenn aber ein Kantonsrat zum vornehmen weiss, wie seine Arbeit vom Volke aufgenommen wird, so wird er nach und nach ganz von selbst dazu kommen, von Belastungsproben abzusehen. Man kriegt dann eine Regierung, die vom Volke nicht ein Maximum von Leistung verlangt, um der Allgemeinheit willen, sondern ein Minimum — und dann ist alles in Ordnung. Das Volk bleibt von unbequemen Zumutungen verschont und die Regierung von unnützer Arbeit. Das kann natürlich kaum der Sinn einer Demokratie sein.

Wer weiss, ob nicht eine gewisse Aenderung eintreten müsste, wenn die Regierenden nicht ebenso fest auf ihren Sesseln sässen wie die Bürger auf ihrer Bequemlichkeit. Es gilt ja zwar bei uns als eine Selbstverständlichkeit, ja gewissermassen als eine Ehre, dass Bundesrat, Bundesversammlung, Regierungsräte und Kantonsräte ruhig in ihrem Amte bleiben, wenn man sie auch jedes Jahr ein halbes Dutzendmal desavouiert. Man preist das sogar im Gegensatz zum Ministerwechsel in andern Staaten als eine schweizerische Tugend. Und doch stellt man sich damit in eine Gegensätzlichkeit zum täglichen Leben, wo jeder aufrechte Mann nur solange eine Stellung einnehmen wird, als er weiss, er geniesse das Vertrauen und die Mitarbeit derer, die ihn eingesetzt haben. Wie können denn diese Männer ruhig weiter arbeiten, wenn sie immer wieder erfahren müssen, dass man draussen im Lande ganz anderer Meinung ist als sie? Aber auch die neuen Nationalräte und Ständeräte werden wieder ruhig drei Jahre nach Bern gehen und dies und jenes beschliessen, als Vertreter des Volkes, als das Volk selbst (das sie doch darstellen sollten), und es nicht tragisch nehmen, wenn das Volk ihre Beschlüsse wieder umstürzt.

Wäre es nicht erfrischend, wenn ein Kantonsrat (und der Regierungsrat dazu) nach einer Abstimmung wie der St. Galler sagte: Gut, wir sehen ein, dass unsere Arbeit nicht nach dem Sinne des Volkes ist, und wir geben infolgedessen unsere Mandate zurück. Wählt die Leute, die es besser machen. Wer weiss, ob das den Bürger nicht zu einer Nachdenklichkeit zwänge, die er heute noch nicht kennt. Er wüsste dann von vornherein: Es handelt sich nicht bloss darum, ein Gesetz zu verwerfen, sondern auch darum, ein neues Gesetz zu schaffen. Das gäbe eine Nachdenklichkeit, die mehr als einmal erfrischend wirken müsste. Wo ein Volk wüsste, dass seine Regierenden nicht am Sessel kleben, sondern dass sie jeden Tag bereit sind, wieder in Reih und Glied der Volksgenossen zurückzutreten, weil sie so viel Einsicht und Verantwortungsgefühl haben, dass sie nur die wahrhaft wichtigen und guten Gesetze studieren, prüfen und beschliessen, und dann aber auch mit ihrer ganzen Persönlichkeit für sie eintreten, ein Nein des Volkes als die Verurteilung ihrer Tätigkeit betrachten, und daraus die entsprechende Folgerung ziehen, so würde es sich länger besinnen, ehe es eine mühevoll gesetzgebende Tätigkeit unter den Tisch wischt. Aber das setzt natürlich auch voraus, dass die Regierenden Männer sind, die noch mit etwas anderem ihr Brot verdienen können als nur mit Regieren oder anderweitiger Betätigung im Staatsdienste. Je mehr ein Mann in seinem leiblichen Wohle vom Staate abhängig ist, umso weniger ist er geeignet, den Staat zu führen. Unabhängige Männer tun uns not, die aus dem werktätigen Leben kommen und ins werktätige Leben zurückkehren können, wenn sie uns nicht frommen oder wir ihnen nicht.

Schülermangel.

Auch die Schweiz ist auf dem besten Wege, ein altes Volk zu werden, d. h. nicht nur alt inbezug auf die Verlängerung der Lebensdauer, sondern alt inbezug auf das prozentuale Zurückgehen der jüngeren Lebensalter im ganzen Volkskörper. Der Leiter des Statistischen Amtes in Zürich hat inbezug auf die künftige Gestaltung des städtischen Schulbesuches Zahlen ausgerechnet, die unsere Zukunft in ein trübseliges Licht stellen. Wenn man 1914 noch 26,000 Schüler zählte, so wird man anno 1931 noch zirka 16,000 Kinder auf dem Weg zur Schule sehen. Der einzige Trost ist der, dass jetzt ein Primarschüler 248 Fr. an Besoldung kostet, statt 92 Fr. anno 1914 (also eine Verteuerung um

60 Prozent, wenn man den Realwert des Geldes in Betracht zieht), sodass sich im Staatsbudget der Schüllerrückgang noch nicht so ausgewirkt hat, dass man über die Verwendung der Steuergelder im Zweifel sein müsste. An den Seminarien aber wird jetzt ein Aufsatzthema heissen müssen: Wie begegnet man dem Schülermangel? Die Stadt Zürich allein wird im Jahre 1931 120 Lehrer weniger nötig haben als heute, trotzdem das immer noch 110 Lehrer mehr sind als anno 1900 bei gleicher Schülerzahl. Diese Verminderung der Lehrerschaft bedeutet eine Ersparnis von einer Million an Besoldungen. Hoffentlich wird diese Million zur Errichtung von Lehrwerkstätten verwendet und zur Ermöglichung eines Landaufenthaltes für jene 44 Prozent der Schulkinder, die auch heute noch in den Ferien nicht aufs Land kommen. Im übrigen wird es am besten sein, wir studieren beizeiten in Frankreich die Folgen des aufgeklärten Volkswillens, damit wir weniger erstaunt sind, wenn sich auch bei uns jene Erscheinungen einstellen, die nicht zu vermeiden sind, wenn ein Volk allzu alt wird. (Felix Moeschlin in der "Nat.-Ztg.")

GENF UND DER VÖLKERBUND.

"Alles beruht auf Inhalt, Gehalt und Tüchtigkeit eines zuerst aufgestellten Grundsatzes und auf der Reinheit des Vorsatzes." — Goethe.

"Möchten sie Vergangenes mehr beherzigen, Gegenwärtiges formend, mehr sich eignen, War' es gut für alle: solches wünscht' ich." — Goethe.

No. 216 des *Swiss Observer* brachte einen geistreichen Aufsatz über die 6. Tagung des Völkerbundes. Wunde Stellen wurden aufgezeigt und schliesslich ein Verzicht ausgesprochen. Der Verfasser sagt, wir seien Gewohnheitsmenschen, eine neue Gewohnheit wolle sich einbürgern; warum sei es auch notwendig, sie ändern zu wollen; man solle sich ohne Murren ihr unterwerfen.

Durch folgende Zeilen soll nicht ein Neues gesagt, aber auf Neues wieder aufmerksam gemacht werden. In den beiden vorangestellten Dichtworten ist das ausgesprochen, was man in Genf aus allen vier Winden tagenden Herren sagen möchte. Stimmen der Kritik sind zur Genüge laut geworden — gewiss nicht mit Unrecht. Der Völkerbund ist eine schöne, erhabene Idee. Er ist mehr als das: er ist ein Ideal. Und ein Ideal sollte immer verwirklicht werden können nach der Meinung derjenigen, die es im Herzen tragen und der Öffentlichkeit verkünden. Ohne Ideale kann nun einmal die Menschheit nicht leben. Wer in den Zeitungen die Verhandlungen in Genf verfolgt, der muss aber an der Erreichbarkeit dieses Ideals zweifeln. Es wird sehr viel geredet und wenig erreicht. Es scheint uns, als ob Nebensachen mit besonderem Fleisse bearbeitet würden, der Hauptsache aber, der Befriedigung der Welt, aus dem Wege gegangen werde. Man will die Grossen Empfindlichkeiten nicht wecken, die ein jeder für sich hat, nach dem napoleonischen Grundsatz verfahren: "L'empire c'est la Paix!" Darüber belehren uns auch die letzten Verhandlungen. Das was der ungarische Delegierte Graf Apponyi zu sagen hatte, war gewiss wichtig genug; es war aber auch unangenehm genug. Es handelte sich, wie bei dem Vorschlage der Lithauer, um die Behandlung der Minoritäten. Diese Frage ist den Leuten, die dem napoleonischen Grundsatz huldigen, ein Dorn im Auge. Und deswegen werden solche Hauptfragen fast ohne Ausnahme in den Ausschüssen begraben oder einem Schiedsgericht überwiesen. Dieses Verfahren scheint uns aber dem Ziel des Völkerbundes nicht zu entsprechen. Bezeichnenderweise steht das Volk, dem der Schöpfer dieses Bundes angehört, zur Seite. Dass aber so verhandelt wird, wie es tatsächlich in Genf geschieht, dafür erblicken wir den Grund in der Gründung selber. Zeitlich erstens. Der Bund ward zu einer Zeit geschaffen, in der sich zwei Parteien gegenüberstanden: die Sieger und die Besiegten aus dem Weltkriege. Besiegt sein ist ein Gefühl und eine Tatsache der Demütigung. Der Sieger will den Niedergerungen in seiner Stellung erhalten; der Besiegte hingegen will diese Demütigung abschütteln. Das ist der zweite Grund. Erstmitglieder, solche, die das Hauptwort im Rate der Völker zu sprechen haben, waren die Sieger. Die Besiegten, der Hauptbesiegte, sollte erst dann Aufnahme finden, wenn er seine Pflichten, die ihm im Friedensvertrag auferlegt wurden, erfüllt haben würde. Solch eine Grundlage ist aber schon falsch. Der Bund will Harmonie schaffen, diese Harmonie kommt aber nicht zustande, weil zu Anfang noch Kriegsstimmung herrscht. Richtig wäre gewesen, wenn schon zu Anfang allen Völkern ein schrankenloser Zutritt gewährt worden wäre. Der Friedensvertrag konnte und musste sich unabhängig von dieser Versammlung auswirken. So hätten diese alljährlichen Sitzungen nutzbringend sein können. Heute ist das ganz unmöglich. Der Bund mütet einen an wie eine Rückversicherungsanstalt der Sieger, die ihnen unangenehme Fragen einfach begraben in ihren schönen Reden. Das Ziel wird immer wieder lautbar, aber dem Ideal zuliebe wird keine Position aufgegeben. Nein, in dieser Gestalt kann der Bund nichts beitragen zum Frieden auf Erden.

Ist denn alles ungut, was in Genf geboten wird? Durchaus nicht. Etwas ist neu und wert-